

# Une commission mixte pour faire des propositions

# LE JOUR

D'ALGERIE

APW Béjaïa

## Une seule session ordinaire depuis quatre années

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4450 - Jeudi 12 avril 2018 - Prix : 10 DA

## Brahim Boudoukha, vice-président de la Haute instance de surveillance des élections La HIISE «totalement prête pour les élections présidentielles»

### Le tout est permis contre Trump

Par Mohamed Habili

**P**artout ailleurs qu'aux Etats-Unis, ce qui domine aujourd'hui l'actualité, ce sont les frappes que l'administration Trump semble déterminée à ordonner contre des positions de l'armée syrienne, suite à l'attaque chimique dont celle-ci se serait rendu coupable à Douma, dans la Ghouta orientale. C'est que bien des choses peuvent en découler, et d'abord le pire, c'est-à-dire une riposte russe, dont pourrait résulter une confrontation aux conséquences incalculables entre les deux superpuissances. Or la Russie, davantage que par le passé, donne le sentiment d'être tentée de répondre à une nouvelle attaque américaine en Syrie, à plus forte raison si cette dernière se fait conjointement avec d'autres pays de l'Otan, vraisemblablement la France et la Grande-Bretagne. Pour l'heure, du reste, il n'est même pas certain que les positions russes soient épargnées. Ce qui dans le cas contraire équivaldrait à une déclaration de guerre. Mais si le monde dirige son attention sur la Syrie, ce n'est pas le cas aux Etats-Unis, où les médias se concentrent sur toute autre chose : le «raid» opéré par le FBI dans le cabinet de l'avocat personnel de Donald Trump, Michael Cohen, qui par la même occasion se trouve placé sous contrôle judiciaire. Ce que les enquêteurs recherchent, mandatés pour cela par le conseiller spécial Robert Mueller, le magistrat instruisant le procès en destitution de Donald Trump, ce qu'il fait depuis des mois maintenant, c'est la preuve que le président américain avait bien payé les services d'une actrice du X, comme celle-ci ne cesse de l'affirmer.

*Suite en page 3*

## 257 familles endeuillées par le crash d'un avion militaire à Boufarik

# L'Algérie sous le choc

● Bouteflika décrète un deuil national de trois jours



**Le bilan est lourd, le crash de l'avion militaire survenu hier matin à Boufarik a fait 257 morts, «247 passagers et dix membres de l'équipage», selon un bilan provisoire communiqué par le MDN. Le général de Corps d'armée, Gaïd Salah qui s'est déplacé sur le lieu du crash, a ordonné la désignation immédiate d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances de cet accident tragique.**

*Lire page 2*

Justice

## Près de 10 000 détenus réinsérés depuis 2010

Le Festival culturel européen est de retour

## Des artistes de renommée internationale au rendez-vous

257 familles endeuillées par le crash d'un avion militaire à Boufarik

## L'Algérie sous le choc

■ Le bilan est lourd, le crash de l'avion militaire survenu hier matin à Boufarik a fait 257 morts, «247 passagers et dix membres de l'équipage», selon un bilan provisoire communiqué par le MDN. Le général de Corps d'armée, Gaïd Salah qui s'est déplacé sur le lieu du crash a ordonné la désignation immédiate d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances de cet accident tragique.

Par Thinhinene Khouchi

La plupart des martyrs de ce dramatique accident qui a bouleversé les Algériens sont des personnels de l'Armée nationale populaire ainsi que des membres de leurs familles, a-t-on précisé dans un communiqué du ministère de la Défense nationale. L'appareil de type Iliouchine, qui devait assurer le vol Boufarik-Tindouf-Béchar s'est écrasé à 7h50 dans le périmètre de la base aérienne de Boufarik dans un champ agricole inhabitée. La cause de cet accident n'a pas été encore définie. Suite à ce drame, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, a interrompu sa visite d'inspection dans la 2<sup>e</sup> Région militaire et s'est immédiatement déplacé sur les lieux, pour s'enquérir de l'ampleur des dégâts et prendre les mesures nécessaires dans de pareilles situations où il a ordonné la désignation immédiate d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances de l'accident. Il a ensuite présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes tout en leur assurant son immuable compassion dans cette douloureuse circonstance.

### Le gouvernement a exprimé sa profonde affliction

L'ensemble des membres du gouvernement ont appris avec une «profonde affliction» l'accident survenu à Boufarik à l'appareil Iliouchine des Forces aériennes, transportant de nombreux éléments de l'Armée nationale

populaire, indique un communiqué des services du Premier ministre. Le gouvernement, réuni hier, a observé une minute de silence à la mémoire de martyrs victimes de cette tragédie. «En cette douloureuse circonstance, les membres du gouvernement présentent leurs plus sincères condoléances aux familles des martyrs victimes de cette tragédie», ajoute le communiqué. «Ils partagent, également, ces condoléances et l'expression de leur solidarité avec le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire et l'ensemble de ses personnels».

### Le Camra suspend sa grève

Les médecins résidents décident d'interrompre leur grève pour participer aux opérations de secours des blessés du crash. Dans un communiqué, le collectif Camra appelle tous les médecins résidents «à intervenir aux unités d'urgence afin de porter l'aide nécessaire aux victimes» du crash.

### Le Président Bouteflika reçoit les condoléances de son homologue tunisien et du gouvernement espagnol

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a eu mercredi un entretien téléphonique avec son homologue tunisien, Bedji Caïd Essebsi, qui lui a présenté ses condoléances ainsi que celles du peuple et du gouvernement tunisiens à la suite du tragique crash d'avion militaire survenu



dans la matinée à Boufarik, saisissant cette occasion pour réitérer la «solidarité constante de la Tunisie avec l'Algérie». Idem pour l'ambassade des États-Unis qui au nom du peuple américain a adressé ses plus sincères condoléances aux familles et amis des victimes de la tragédie, ainsi qu'à nos partenaires et collègues de l'armée algérienne. «Les États-Unis apprécient profondément le partenariat continu avec le peuple et le gouvernement algériens. Nous sommes avec vous dans votre peine».

Le gouvernement espagnol s'est déclaré, dans un communiqué, «consterné» par cette tragédie qui a fait de nombreuses victimes «tout en présentant ses sincères condoléances au nom du

peuple espagnol, aux familles des victimes». Le gouvernement espagnol exprime également en «ce moment de tristesse sa solidarité avec le peuple et le gou-

vernement algériens, pays voisin et partenaire stratégique dans la région du Maghreb», conclut-on de même source. T. K.

### Bouteflika décrète un deuil national de trois jours

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a décrété mercredi, un deuil national de trois jours, suite au crash de l'avion des forces aériennes de l'Armée nationale populaire à Boufarik (Blida), annonce la présidence de la République dans un communiqué. «A la suite du crash d'un Iliouchine des Forces aériennes le mercredi 11 avril à Boufarik faisant 257 victimes, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a décrété un deuil national de 3 jours à compter d'hier», précise la même source. «Le président de la République a également ordonné l'organisation, vendredi 13 avril 2018, de la prière de l'absent à la mémoire des victimes», ajoute le communiqué. T. K.

Journée internationale du vivre ensemble en paix

## Messahel : «Nous n'avons pas d'autre alternative que le dialogue»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a affirmé mardi à Paris que «nous n'avons pas d'autre alternative que le dialogue» dans la lutte contre le terrorisme, soulignant que la victoire militaire «n'est pas une fin en soi».

«Nous n'avons pas d'autre alternative que le dialogue. La victoire militaire n'est pas une fin en soi, mais il faut gagner les cœurs», a expliqué le ministre lors des débats à l'Unesco à l'issue de sa communication sur la Journée internationale du vivre ensemble en paix, dans laquelle il a présenté l'expérience algérienne dans la lutte contre le terrorisme et la déradicalisation.

«Au cours de la tragédie qu'a connue l'Algérie durant une décennie, nous avons perdu environ 200 000 de nos enfants,



mais nous avons réussi», a-t-il ajouté, soulignant qu'«il y a toujours une vie après le terrorisme et nous la vivons aujourd'hui en paix». Il a expliqué aux nombreux représentants de pays, que l'Algérie est un pays «de confluence et de convergence

déradicalisation, les efforts importants consentis en direction de l'école, reprenant une citation du Cubain José Martí «Qui sème des écoles récolte des hommes».

«Nous avons commencé par les mosquées afin de faire sortir de ces lieux l'idéologie politique, la formation des imams dans le cadre de l'islam modéré pour vivre ensemble et protéger l'unité nationale», a-t-il indiqué, soulignant que la démocratie en Algérie «n'est pas une coquette, mais un choix stratégique pour combattre le discours de l'exclusion et de l'extrémisme».

Il n'a pas manqué d'attirer l'attention des participants sur le rôle «déterminant» qu'a joué la femme algérienne dans la lutte contre le terrorisme, indiquant que ce sont les familles des vic-

times de ce fléau, ainsi que les familles des terroristes, qui avaient réclamé la réconciliation nationale. «L'Etat doit être juste envers les différentes victimes du terrorisme», a-t-il ajouté, précisant que pour maintenir le vivre ensemble il faut avoir des référents historiques et identitaires et assumer.

Plusieurs intervenants ont souligné le capital algérien acquis en matière de lutte contre le terrorisme et la déradicalisation à travers laquelle l'Algérie a montré son «efficacité» pour la réconciliation d'une nation.

Exprimant leur solidarité et leur soutien à l'Algérie, certains ont recommandé de tirer des leçons de tolérance et de dialogue à travers l'expérience algérienne.

Négociations entre le Camra et le ministère de la Santé

# Une commission mixte pour faire des propositions

■ Le ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, a rencontré, mardi après-midi à Alger, les représentants des médecins résidents en grève depuis novembre dernier.

Par Meriem Benchaouia

Lors de cette rencontre, les deux parties ont discuté des nouvelles propositions aux revendications des médecins résidents qui ont refusé celles formulées par le ministère lors de la rencontre du 1<sup>er</sup> avril, décidant de poursuivre leur mouvement de grève. A cet effet, une commission mixte sera installée afin de faire des propositions sur l'amendement du statut du médecin résident, selon le procès-verbal ayant sanctionné cette réunion. «Un accord a été donné par le ministre pour ouvrir le dossier de révision du statut du résident. Pour ce faire, il déclare être disposé à installer une commission mixte dès demain (hier mercredi), chargée de faire des propositions sur l'amendement du statut, à l'exception des dispositions pouvant avoir une incidence financière», précise le document. Concernant le service civil, le ministre s'est dit «favorable à la modulation de la durée du service civil, selon le tableau remis aux représentants des résidents séance tenante». Sur le point relatif à la prime liée au service civil, la tutelle a décidé l'octroi d'une prime mensuelle qui «variera entre 20 000 DA et 60 000 DA selon les zones, à la charge des collectivités locales pendant la durée du service civil», précise le texte. Le ministère de la Santé s'engage, également, à «garantir un logement décent individuel et équipé pour les praticiens assujettis au service civil dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux», tandis que «dans les wilayas du nord, le logement sera garanti lorsque la distance entre le domicile du praticien spécialiste et son lieu d'affectation dépasse 50 km». «En cas d'indisponibilité du loge-



ment au niveau de l'établissement de santé, le directeur est dans l'obligation de recourir à une location», souligne-t-il. S'agissant du regroupement familial, «il a été retenu le principe d'accorder un regroupement familial à tous les couples appartenant au secteur de la santé sans passage par la commission de recours dans un délai de deux mois maximum de la première affectation». Evoquant le plateau technique, le ministre s'est engagé pour que «les affectations des spécialistes se fassent en fonction du plateau technique propre à chaque spécialité. Ceci est une condition pour l'ouverture des postes». Le ministre rassure, à ce propos, les résidents de «l'acceptation automatique de tous les recours de réaffectation dont le motif est l'inadéquation ou l'indisponibilité du plateau technique avec la spécialité». Concernant le congé de maternité et autres positions administratives, le praticien assujetti au ser-

vice civil «bénéficie de l'ensemble des droits accordés dans le statut général de la Fonction publique». Pour ce qui est du service national, la tutelle «accorde le principe de la déduction de la période accomplie du service national de la durée du service civil». S'agissant de l'activité lucrative, «un accord de principe a été donné pour faire bénéficier le praticien spécialiste assujetti au service civil de deux demi-journées par semaine pour exercer une activité lucrative sans conditions d'ancienneté dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux». Sur la question relative au droit syndical, le ministère a demandé aux résidents de s'organiser «conformément aux dispositions de la loi 90-14, notamment son article 42». Pour les revendications relatives à la formation et à la pédagogie, celles-ci «seront prises en charge en étroite collaboration entre les deux départements ministériels et les autres instances concernées», assure-t-on. Concernant le point relatif à l'ouverture du droit à l'installation

d'un laboratoire polyvalent à titre privé, la tutelle «informe que cette revendication sera prise en charge dans le cadre du nouveau projet de loi relative à la santé». Le ministère informe, en outre, que «la période du service civil accomplie est comptabilisée dans le calcul de l'ancienneté pour la promotion dans le grade et les échelons». S'agissant des postes budgétaires pour les praticiens spécialistes non assujettis au service civil, le ministère informe les résidents que l'ouverture de ces postes «se fera selon les exigences de la carte sanitaire». Aussi, il a été arrêté qu'un «texte réglementaire sera élaboré pour rappeler aux gestionnaires les droits du praticien spécialiste affecté dans le cadre du service civil». Par la même occasion, le ministère de la Santé a «réitéré» sa demande aux résidents de suspendre leur mouvement de grève, «tout en réaffirmant que les portes du dialogue restent ouvertes et qu'une réunion est prévue pour la semaine prochaine», conclut le document. **M. B.**

Brahim Boudoukha, vice-président de la Haute instance de surveillance des élections

## La HIISE «totalement prête pour les élections présidentielles»

La HIISE affirme être «totalement» prête pour l'élection présidentielle de 2019. C'est ce qu'a déclaré ce matin Brahim Boudoukha, vice-président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections à Alger. Qualifiant les présidentielles d'avril 2019 d'«échec nationale», Brahim Boudoukha affirmera en marge de la tenue de la rencontre régionale de formation des membres de Haute instance indépendante de surveillance des élections est «totalement» prête pour ce rendez-vous électoral. Selon lui, il s'agit d'«un défi que la HIISE relèvera tant au niveau national qu'international, pour veiller à la transparence et à la crédibilité de ces élections»,

ajoutant que «le cycle de formations régionales données au profit des membres (magistrats et associations civiles) de l'instance vise justement à une meilleure efficacité de leurs interventions dans le contrôle des différentes étapes du processus électoral à travers la juste application de la loi». «Ce sont les garanties que nous donnons à l'opinion publique nationale et internationale», dira-t-il, soulignant que «la mission principale de notre instance est de veiller et de vérifier l'application de loi électorale». Dans ce contexte, le vice-président de la HIISE nous apprendra que son instance «dans un premier temps, est en phase de finaliser les derniers accords concernant l'amendement de la loi organique 16/11 insti-

tuant la Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise). Et de poursuivre : «Dans un second temps, après le séminaire qui se tiendra en mai prochain avec les représentants des formations politiques, nous entameront l'élaboration du projet de loi révisant la loi électorale du 16/10». Un travail qui, soulignera-t-il, se fait via la commission mixte instituée en septembre dernier et le département de l'Intérieur. Expliquant les raisons de ces amendements, il évoquera «les dysfonctionnements et autres irrégularités constatés durant les précédentes élections». A ce titre, il dira que «pour éviter les erreurs du passé, il faut améliorer l'exercice électoral dans l'intérêt public» et «en réponse aux remarques recensées durant les précé-

dentes échéances électorales et propositions que nous avons formulées», il s'agira de revoir certaines dispositions des deux textes de loi, en vue «de promouvoir l'exercice électoral à un taux élevé de transparence en Algérie à travers la stricte application de la loi». Enumérant certains dysfonctionnements relevés lors des dernières élections, il soulignera que les irrégularités variaient selon le type de scrutin, citant entre autres ceux remarqués dans l'opération d'assainissement du fichier électoral et des listes électorales, les dépôts de listes de candidatures, le déroulement des campagnes électorales et l'anarchie dans leur promotion. «Certes, nous reconnaissons les efforts fournis par le département de l'Intérieur pour apurer ces

LA QUESTION DU JOUR

## Le tout est permis contre Trump

Suite de la page une

Où cela, comprendre qui pourra, constituerait une infraction à la loi sur le financement des campagnes électorales. Si les choses en sont arrivées à ce niveau insondable d'indécence, c'est parce que ce Robert Mueller n'est toujours pas parvenu, depuis le temps qu'il s'y essaye, à prouver ce pour quoi il a été institué : le fait que ce sont les Russes qui ont fait élire Donald Trump, quand bien même ils ne jouissent pas du droit de vote aux Etats-Unis. Ne pouvant prouver ce qui par définition même est la dernière des absurdités, le voilà qui cherche à se rattraper en allant puiser des éléments imparables dans la vie privée de Donald Trump. Celui-ci prétend que ce sont les préparatifs relatifs aux frappes en Syrie qui le retiennent à Washington, alors qu'il est attendu au Pérou. La réalité, c'est qu'il ne peut pas s'absenter maintenant que le procès sur lequel travaillait inlassablement les démocrates depuis qu'il a remporté la présidentielle contre leur candidate, Hillary Clinton, prend une tournure aussi insolite qu'inquiétante, et qu'il doit se défendre. En comparaison des soucis qui sont désormais les siens de ce côté-là, les frappes en Syrie sont probablement pour lui une sorte de divertissement. Comme la douteuse attaque chimique de Douma et la perquisition du cabinet de son avocat sont survenus en même temps, on ne peut même pas exclure que ne soit pas là l'effet du seul hasard. Il s'agirait de lui mettre le marché en main : ou il change de politique en Syrie, en faisant celle que Hillary Clinton aurait conduite, ou la preuve sera faite qu'il a été élu grâce au silence acheté de Stormy Daniels, la femme payée par Michael Cohen, son avocat, maintenant dans les griffes du FBI et de Robert Mueller. Entouré de ses plus proches collaborateurs, et en présence des généraux réunis pour décider de la riposte en Syrie, Donald Trump s'est adressé aux Américains non pour leur parler de ce qu'il compte faire en Syrie mais pour les prendre à témoin du procès en sorcellerie qui lui est fait par des ennemis que rien n'arrête. Sa mine sombre et crispée en disait bien plus long que ses paroles sur les sentiments de haine qui l'animaient. Pour lui, il est clair que le véritable ennemi, ce ne sont ni les Russes, ni le régime syrien, ni les Iraniens, mais bien les démocrates américains pour qui tout est bon pour l'abattre. **M. H.**

listes, mais ces efforts restent insuffisants tant en termes d'outils administratifs, le manque de renforcement du cadre administratif en charge de l'assainissement des listes, qu'en termes de technicité», affirmera-t-il. **Lynda Naili**

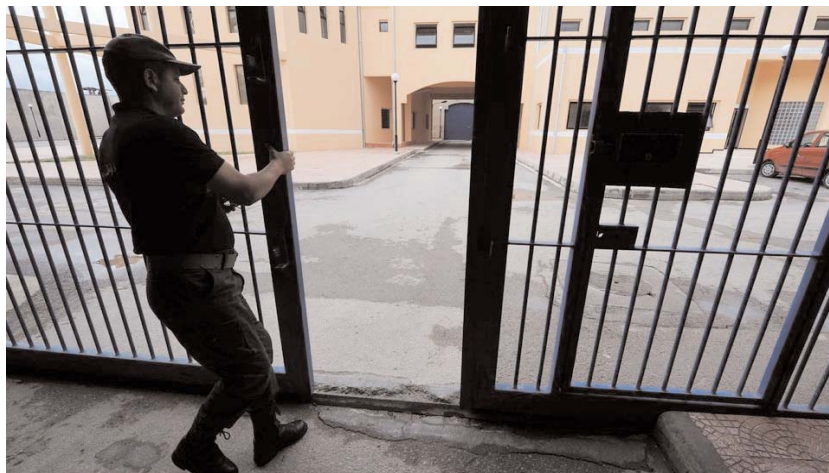
## Justice

# Près de 10 000 détenus réinsérés depuis 2010

■ Près de 10 000 détenus ont été réinsérés dans la vie sociale et professionnelle depuis 2010 à ce jour, dans le cadre du programme de l'Etat visant à prendre en charge cette frange de la société, a indiqué, hier, le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGAPR), Mokhtar Fellouon.

Par Dalil Y.

«**D**epuis 2010 à ce jour, nous avons réinséré exactement 9 960 détenus. Ceux-ci ont bénéficié d'une meilleure prise en charge à travers le pays ainsi que d'une formation professionnelle afin qu'ils puissent se réinsérer dans la société», a expliqué M. Fellouon à l'APS, en marge d'un séminaire régional sur le rôle de la société dans la réinsertion des détenus organisé au siège de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de la ville de Bouira. Il a saisi cette occasion pour exprimer son souhait de voir la société civile s'impliquer davantage dans cette question de la réinsertion sociale des détenus. Il y a 26 associations nationales et locales qui participent à cette rencontre pour débattre des différentes expériences liées à ce sujet ainsi que pour sensibiliser la société civile sur l'importance de son rôle dans la prise en charge de cette frange sociale durant la période postpénale. «Le mouvement associatif est appelé à travailler en partenariat avec les établissements pénitentiaires pour jouer un rôle très important dans la prise en charge des jeunes libérés après une période de détention», a souligné le DGAPR. Et d'ajouter : «Cette expérience engagée avec les associations a donné des résultats positifs. D'ailleurs comme je l'ai évoqué auparavant, 9 960 détenus ont bénéficié de formation professionnelle, de travail ainsi que de micro-crédits pour qu'ils puissent poursuivre leurs vies dans des conditions sociales faciles». «L'administration pénitentiaire travaille avec plus de 100 asso-



ciations locales et nationales à travers tout le pays, et nous voulons justement donner une nouvelle impulsion à ce partenariat à travers cette rencontre et ce, avec l'implication des différents

fonds de soutien à l'emploi de jeune, comme l'Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes), la Cnac (Caisse nationale d'assurance-chômage), et l'Angem (Agence de gestion de micro-crédits)», a encore expliqué M. Fellouon. Au cours de la même rencontre, M<sup>me</sup> Khellout Aicha, représentante du ministère du Tourisme et de l'Artisanat traditionnel, a fait savoir que son secteur avait largement contribué pour la formation des détenus libérés depuis 2015 jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. «Durant cette période, nous avons pu former 5 046 détenus libérés, dont 1 836 formés en 2017 et 201 durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et ce, dans les différents métiers et professions», a-t-elle précisé.

D. Y./APS

## Académie de langue amazighe

### Le gouvernement finalise l'avant-projet de loi organique

Le gouvernement a finalisé l'avant-projet de loi organique relatif à l'Académie algérienne de la langue amazighe, indique hier un communiqué publié sur le site des services du Premier ministre. «Ce texte fixe les missions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de cette Académie instituée par l'article 4 de la Constitution qui déclare que tamazight est également langue nationale et officielle», précise-t-on de même source. «Le contenu de cet avant-projet de loi sera rendu public après son examen par le Conseil des ministres dans les prochaines semaines, avant sa présentation au Parlement durant ce premier semestre, comme décidé par le Président Abdelaziz Bouteflika», ajoute le communiqué. Un groupe de travail interministériel avait été installé auprès des services du Premier ministre pour préparer l'avant-projet. Lors du Conseil des ministres réuni le 14 mars dernier, le chef de l'Etat avait invité le

gouvernement à hâter la présentation au Parlement du projet de loi organique relatif à la création de cette Académie. Placée auprès du président de la République, cette institution, qui s'appuiera sur les travaux des experts, sera chargée de réunir les conditions de promotion de tamazight en vue de concrétiser, à terme, son statut de langue nationale et officielle. Au cours de ce même Conseil des ministres, un projet de loi amendant et complétant la loi de juillet 1963 fixant les fêtes légales, pour formaliser l'ancrage légal de l'inscription de Yennayer sur la liste des fêtes légales du pays, avait été adopté. La décision d'inclure Yennayer dans la liste des fêtes légales constitue une initiative sans précédent prise par le chef de l'Etat dans l'objectif de consolider l'unité et la cohésion nationales. «Cette mesure, comme toutes celles déjà prises au profit de notre identité nationale dans sa triple composante islamique, arabe et amazighe,

confortera l'unité et la stabilité nationales, alors que des défis multiples internes et régionaux nous interpellent», avait affirmé le président de la République. Le président Bouteflika avait rejoint aussi au gouvernement de «ne ménager aucun effort pour la généralisation de l'enseignement et de l'usage de tamazight, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution». Selon des données du ministère de l'Education nationale, l'enseignement de tamazight est passé de 11 wilayas en 2014 à 38 durant l'année scolaire 2017-2018, qui a vu le nombre d'élèves étudiant la langue amazighe augmenter à près de 350 000, encadrés par 2 757 enseignants. Quelque 300 enseignants supplémentaires de la langue amazighe seront recrutés pour l'année 2018-2019, avait annoncé le ministère, qui se fixe comme objectif la généralisation de son enseignement aux 48 wilayas du pays.

Yanis F.

## Rencontre jeunes méditerranéennes

### «Un avenir commun entre les deux rives de la Méditerranée»

C'est ce jeudi 12 avril qu'aura lieu le lancement des «Rencontres jeunes méditerranéennes» sur Alger-Centre, co-organisées par le REF - Réseau Euromed France et Jeunesse +, avec le soutien de l'Assemblée populaire communale d'Alger-Centre, en partenariat avec un consortium d'associations des deux rives, soutenues par des partenaires institutionnels et associatifs. Le REF est une plateforme qui rassemble 39 organisations de la société civile française engagées en Méditerranée. Il œuvre au quotidien pour valoriser l'action de ses membres et faire entendre leurs voix auprès du grand public, de la société euro-méditerranéenne. Tandis que Jeunesse Plus est une association d'Alger qui active dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, ayant pour objectifs principaux l'ouverture du dia-

logue entre les jeunes citoyens et les élus locaux, la responsabilisation de la jeunesse à travers le volontariat et divers autres événements. Cette rencontre réunira 80 jeunes actifs dont des organisations des sociétés civiles euro-méditerranéennes, qui sont invitées à participer aux différents ateliers. Ils viennent de France, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, de Turquie, de Malte, de Syrie, du Liban, de Palestine, d'Egypte, de Libye, de Tunisie, d'Algérie et du Maroc. Au temps public, ouvert à tous, les représentants d'associations, les étudiants, les représentants des institutions, les journalistes, les chercheurs sont invités à échanger et rencontrer l'ensemble des participants. Pour revenir au contexte de cet événement, il faut dire que les sociétés du pourtour méditerranéen connaissent des difficultés à sortir de la crise économique et financière et des crises politiques

dont les effets touchent tous les pays riverains de la Méditerranée. Les premiers à subir les conséquences de ces crises ce sont les jeunes et en tout premier lieu les jeunes femmes. Sur le plan social et économique, ce sont d'abord les jeunes qui font face au chômage et à la précarité y compris lorsqu'ils sont diplômés. Mais la réalité actuelle des jeunes méditerranéennes a aussi une autre face : celle de l'engagement et de la mobilisation de terrain qui se manifeste comme jamais dans nos pays. En effet, la revendication d'une citoyenneté active est un phénomène commun à toutes les sociétés euro-méditerranéennes. La grande créativité artistique et culturelle que nous constatons actuellement est bien le témoignage de cette réelle volonté d'inventer, de penser et de s'engager. Les jeunes Méditerranéens sont aujourd'hui

porteurs de valeurs collectives et, de plus en plus, ils entendent être acteurs de leur destin à travers l'engagement associatif et la participation à la vie sociale et politique. Dans ce cadre, la coopération et la solidarité euro-méditerranéenne ainsi que le dialogue entre les générations sont fondamentaux pour renforcer la confiance des jeunes dans le changement démocratique et dans l'utilité de l'engagement citoyen. En un mot, pour un avenir commun entre les deux rives de la Méditerranée. Cet événement aura comme axes principaux la rencontre associative et un temps public autour de cinq thématiques : l'emploi et la formation professionnelle, la mobilité, la participation citoyenne, la culture et la création artistique, l'environnement. Ceci dans l'objectif de capitaliser et valoriser les pratiques et projets portés par la jeunesse et en direction de la

jeunesse et encourager les jeunes à développer leurs expertises et compétences, en apprenant des autres et en étant eux-mêmes producteurs d'informations. Mais aussi, poursuivre la mise en réseau des acteurs travaillant sur les enjeux liés à la jeunesse en Méditerranée. Différentes thématiques seront abordées en des ateliers sur deux jours, notamment : accès à l'emploi et à la formation professionnelle, mobilisation citoyenne en faveur de l'art et de la culture, pratique d'insertion sociale et économique pour les personnes en situation de vulnérabilité, l'entrepreneuriat social et la mise en réseau et mobilité. Pour rappel, un «village associatif» sous forme de stands associatifs installés à la Grande-poste et une table ronde sur l'économie sociale et solidaire seront organisés. La clôture est prévue pour le samedi 14 avril.

C. Nassima

## Economie

# Une croissance de 0,6% au 4<sup>e</sup> trimestre 2017

■ Le Produit intérieur brut (PIB) global de l'Algérie a enregistré une croissance de 0,6% (en termes de volume) au quatrième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année 2016, selon l'Office national des statistiques (ONS).

Par Assia D.

Le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures, a été de 3,1% au 4<sup>e</sup> trimestre de l'année 2017 par rapport à la même période de 2016. Selon l'ONS, ce taux de croissance a été essentiellement tiré par les secteurs d'activités du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH) et du commerce. Ainsi, le taux de croissance a été de 7% pour le secteur du BTPH et de 4,8% pour le commerce. En termes de valeurs courantes, le PIB augmenté de 6,8% au dernier trimestre 2017 par rapport à la même période de l'année 2016. Le déflateur du PIB (niveau général des prix) a connu une hausse de 6,2% au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016, contre 3,9% au dernier trimestre de 2016 par rapport au même trimestre de 2015, note l'ONS. Pour rappel, la croissance du PIB réel a augmenté de 3,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, en raison



essentiellement de la forte production dans le secteur des hydrocarbures, qui avait augmenté de 7,1%. Cette croissance du PIB global est passée à 1,5% au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année 2016, tandis que le taux

de croissance du PIB hors hydrocarbures avait été de 2,1%. La croissance du PIB a été de 1,4% au troisième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année 2016. Dans son rapport publié en octobre dernier, la Banque mondiale (BM) avait indi-

qué que la croissance économique algérienne «est bien partie» en 2017 malgré la faiblesse des cours mondiaux du pétrole. Selon cette institution financière internationale, la croissance économique «solide» enregistrée au début de l'année a été souten-

due par «une forte croissance de la production d'hydrocarbures et des dépenses publiques supérieures aux prévisions». Toutefois, selon la BM, la croissance devrait accuser un ralentissement au second semestre de 2017 et en 2018 à mesure que les mesures d'assainissement des finances auront des effets. En conséquence, «la croissance du PIB devrait s'établir à 2,2% pour l'année 2017 et peinera à franchir la barre de 2% en 2018-2019», selon les mêmes projections. Le FMI avait, quant à lui, indiqué dans son rapport publié en octobre dernier que la croissance en Algérie devrait ralentir à 1,5% en 2017, puis reculer à 0,8% en 2018, «sous l'effet de la compression projetée des dépenses publiques, avant de se redresser à moyen terme» et remonter à 2,4% en 2022. Quant à la loi de finances 2017, elle avait prévu une croissance du PIB hors hydrocarbures de 3,9%. A.D./APS

## Energie

## Guitouni et son homologue indien évoquent le renforcement de la coopération

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, s'est entretenu à New Delhi (Inde) avec le ministre indien du Pétrole et du Gaz naturel, Dhamendra Pradhan, évoquant notamment la nécessité de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine énergétique, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie. Les deux ministres se sont entretenus en marge de la réunion du 16<sup>e</sup> Forum international de l'énergie qui se tient dans la capitale indienne du 10 au 12 avril 2018, ajoute la même source. Les deux parties ont examiné les relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et l'Inde dans le domaine de l'énergie notamment dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures entre Sonatrach et les entreprises indiennes. Les deux Ministres ont insisté sur la nécessité de renforcer ces relations et les élargir à d'autres domaines de coopération. A cet effet, le ministre indien a émis le souhait

de s'approvisionner en GNL et en produits hydrocarbures à partir de l'Algérie, a fait savoir la source. Les deux parties ont, également, manifesté leur volon-

té d'examiner les opportunités de partenariat dans des projets d'investissements aussi bien dans leurs pays respectifs que dans des pays tiers, a-t-elle

continué. Les deux délégations sont convenues, aussi, de saisir l'opportunité de leur présence à New Delhi pour tenir des réunions au niveau technique

afin d'approfondir les discussions et identifier des opportunités et des projets concrets de partenariat, conclue la même source. **Younès F.**

## Pétrole

## Le Brent à plus de 71 dollars suite aux tensions géopolitiques

Les prix du pétrole grimpaient mercredi en cours d'échanges européens, alors que les tensions géopolitiques poussent les marchés à parier sur l'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 71,18 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 13 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai prenait 30 cents à 65,81 dollars. Après une séance de hausse marquée mardi qui a poussé le Brent à son plus haut depuis

plus de trois ans, à 71,34 dollars, les cours continuent de grappiller quelques cents. «Si la croissance mondiale reste soutenue en l'absence d'une guerre commerciale, les tensions au Moyen-Orient pourraient soutenir le prix du pétrole», a commenté un analyste. Les Occidentaux maintiennent intacte leur détermination à riposter fermement à l'attaque chimique présumée imputée au gouvernement de Bachar al-Assad et faisaient toujours planer mercredi la menace de frappes militaires en Syrie après un veto russe à l'ONU. S'inscrivant dans cette fièvre diplomatique, Donald Trump et la Première ministre

britannique Theresa May sont aussi «tombés d'accord», lors d'une conversation téléphonique, «pour ne pas laisser l'usage d'armes chimiques se poursuivre», a rapporté la Maison Blanche. «La Syrie représente un risque particulier pour le pétrole, car une confrontation entre les Etats-Unis et la Russie inquiète le marché», a ajouté un analyste. Les analystes gardent également en tête le risque d'une perturbation des exportations iraniennes. «Le risque géopolitique soutient les cours, et nous surveillerons avec attention la décision du 12 mai, quand le président américain Donald Trump pourrait potentiellement retirer le

soutien des Etats-Unis à l'accord sur le nucléaire iranien», a expliqué un autre analyste. Les marchés attendaient par ailleurs les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks américains. Pour la semaine achevée le 30 mars, les analystes tablent sur un recul des réserves de brut de 1,25 million de barils, de celles d'essence de 1,1 million de barils et sur des stocks d'autres produits distillés (diesel et fioul de chauffage) à l'équilibre, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. **A. O.**

## Changes

## L'euro poursuit sa hausse face au dollar

L'euro entamait sa quatrième séance de hausse d'affilée face au dollar hier, les investisseurs espérant une prochaine hausse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE), sur fond de détente entre la Chine et les Etats-Unis concernant leur conflit commercial. L'euro valait 1,2374 dollar, contre 1,2356 dollar mardi soir et 1,2321 dollar lundi soir. La monnaie unique européenne baissait légèrement face à la devise japonaise à 132,36 yens, contre 132,46 yens mardi soir. Le billet vert reculait plus nettement face à la monnaie nipponne à 106,96 yens, contre 107,20 yens la veille au soir. L'euro continuait sur sa lancée après un commentaire la veille du gouverneur de la banque d'Autriche et

membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), Ewald Nowotny. Selon lui, «la BCE pourrait relever son taux de dépôt de 20 points de base à -0,2% comme première étape pour normaliser ses taux», ont rappelé des analystes. Le niveau du taux de dépôt dont les banques doivent s'acquiescer pour déposer leurs liquidités auprès de la banque centrale est l'un des instruments de politique monétaire dont dispose la BCE avec le taux d'intérêt directeur, actuellement à zéro. Ce commentaire a fait grimper l'euro, car il «a fourni une nouvelle indication que la BCE se rapproche d'un relèvement de ses taux, et la taille suggérée de cette première remontée se situe dans la fourchette haute de ce qui

est attendu», a expliqué un analyste. Les hausses de taux d'intérêt de l'institution rendraient l'euro plus rémunérateur et donc plus attractif, d'où ces achats par anticipation. Mercredi, les cambistes attendaient surtout, avant l'ouverture de la séance boursière américaine, la publication de l'indice américain des prix à la consommation (CPI), après l'annonce mardi d'une hausse plus élevée que prévu des prix à la production (PPI) américains pour mars. «Une accélération pourrait doper la demande de billet vert», a estimé un autre analyste. Une hausse des prix plus soutenue pourrait encourager la Réserve fédérale américaine (Fed) à relever ses taux. A ce titre, la publication du compte-rendu de la dernière réunion

de la Fed, ayant abouti à sa première hausse de taux de l'année, sera également surveillée. Le ton résolument plus conciliant entre Pékin et Washington adopté mardi n'a pour l'instant pas profité au dollar, alors que la situation en Syrie, avec la menace de frappe occidentale, et les tensions russo-américaines restent au premier plan. L'or valait 1 343,47 dollars contre 1 339,47 dollars la veille. La monnaie chinoise valait 6,2860 yuans pour un dollar contre 6,2833 yuans pour un dollar mardi. Le bitcoin valait 6 860,73 dollars, contre 6 839,61 dollars mardi soir, selon des chiffres compilés par le fournisseur de données financières Bloom.

R.E.

El Tarf

# L'exploitation des terres en jachère assurera le «décollage» du secteur agricole

■ L'exploitation des terres en jachère dans la wilaya d'El Tarf est en mesure d'assurer le «décollage» du secteur agricole dans cette région, a considéré mardi le chef de l'exécutif local.

Par Lyes B.

**S**i exprimant lors d'une rencontre placée sous le slogan «L'agriculture: une locomotive du développement sous toutes ses formes, économique, social et culturel», le wali Belkateb Mohamed a précisé qu'un investissement public de l'ordre de un milliard 122 millions de dinars a été mobilisé par la modernisation du secteur de l'agriculture à El Tarf. Rappelant les efforts déployés par l'Etat pour assurer la relance des activités agricoles, conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, l'intervenant a souligné que les 5 000 hectares en jachère, dans la wilaya disposent de l'ensemble des opportunités, pluviométrie, fertilité des terres,

soutien, autorisation pour l'exploitation de forages notamment, pour assurer le «décollage de toutes les filières agricoles». Il a également mis en exergue les actions menées en matière de «vulgarisation, de mécanisation et de soutien» destinées à la «modernisation» du secteur exhortant les partenaires concernés à s'impliquer davantage pour réhabiliter ce secteur. De son côté, le directeur local des services agricoles (DSA), Kamel Benseghir a évoqué la nécessité de la mobilisation des ressources en eau et la récupération du foncier agricole inexploité affirmant que ces mesures contribueront à la création des richesses dans cette région qui compte un foncier agricole de 289 175 hectares dont 74 173



hectares de SAU (superficie agricole utile). Le débat instauré entre les participants, des fellahs, éleveurs, chambre d'agriculture, opérateurs et représentants des insti-

tuts agricoles et université, a permis de soulever une série de préoccupations liées à l'amélioration du secteur agricole. L'accent a été en outre mis sur l'importance de l'extension de la

superficie irriguée, l'utilisation des systèmes d'économie d'eau ainsi que l'intensification des principales productions dont les agrumes, les légumineuses et l'oléiculture.

L. B./APS

Sétif

## 60 agriculteurs en formation dans le domaine de l'aquaculture

**L**a direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Sétif a entamé mardi une formation au profit de plus de 60 agriculteurs au centre de formation professionnelle Bachir Lebouachra, dans la commune de Salah Bey (sud de Sétif), pour leur permettre d'intégrer la filière aquaculture dans leurs activités agricoles, a indiqué le directeur du secteur, Tewfik Boutouchnet. Cette formation de trois jours ciblant plus de 60 agriculteurs des dairas de Salah Bey, Ain Oulmène et Ain Azel, au sud de Sétif, a été organisée en collaboration avec la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (Sétif, M'sila, Batna et Bordj Bouarréridj) en

partenariat avec l'Institut de formation en aquaculture de la ville de Collo (Skikda), les services agricoles et la Chambre agricole de la wilaya de Sétif, a précisé à l'APS le même responsable. Ce stage de formation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche portant développement et promotion de la filière de l'aquaculture, a indiqué le même source. Toutes les informations dont ont besoin les agriculteurs concernés, s'agissant de la filière de l'aquaculture et sa promotion, seront fournies et expliquées au cours de cette formation de base qui sera mise à profit pour dénombrer les avantages de l'uti-

lisation des eaux utilisées dans l'aquaculture dans l'irrigation agricole, car riche en matière organique naturelle, ce qui permettra l'amélioration du rendement agricole, a souligné le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de ce stage dans l'optimisation de la production halieutique. Le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques a rappelé l'importance de cette filière et les facilitations et avantages offerts par l'Etat pour investir dans ce domaine, considéré comme nécessaire dans la diversification de l'économie nationale et la création de nouveaux postes de travail.

Hocine A.

Khenchela

## Réception avant fin 2018 d'un projet d'entretien de 100 km de routes communales

**U**n projet d'entretien de 100 km de routes communales à travers la wilaya de Khenchela sera réceptionné «avant fin 2018», a-t-on appris du directeur des Travaux publics, Ahmed Gasmî. Ce projet d'entretien de voies communales comprend 14 opérations à travers les communes de Lemsara, Bouhmama,

Ouled Rechache, Djelal, Tawziyanet, Kais, Remila, Yabous, El Hamma, Babar, Tamza et Ain Touila, a indiqué le même responsable. Le taux d'avancement des travaux de ce projet portant bitumage de tronçons "ont atteint les 70% à ce jour", a souligné le même responsable, rappelant que cette

opération a nécessité un investissement public de 500 millions DA. Le même responsable a fait part également de l'installation des signalisations verticales à travers 30 routes communales parmi les plus fréquentées, opération ayant nécessité une enveloppe financière de 14 millions DA, a-t-il ajouté. Une autre opé-

ration inhérente à la réparation des dégâts causés par les intempéries sur les routes communales et de wilaya et nationale est en cours, a révélé le même responsable, précisant que ce projet qui a coûté 513 millions DA affiche un taux d'avancement de l'ordre de 60%.

T.K.

Oran

## Près de 7 400 placements effectués par l'Anem en trois mois

**L**e secteur de l'emploi a connu une dynamique durant le premier trimestre de l'année en cours, traduite par le placement de près de 7 400 demandeurs d'emploi dans des entreprises publiques et privées, a-t-on appris de la direction de wilaya de l'Agence nationale de l'emploi (Anem). «Le secteur enregistré ainsi une évolution d'environ 25% par rapport à la même période

de l'année dernière», souligne la même source. Durant les trois premiers mois de l'année en cours, 7 395 placements ont été effectués à Oran, sur plus de 21 700 demandes d'emploi et 8 452 offres émanant de différents organismes et entreprises publics et privés enregistrées par les agences locales d'Anem à Oran, a indiqué, à l'APS, Sarah Zitouni, directrice de wilaya et

directrice régionale Ouest de l'Anem. Les placements effectués sont répartis entre le classique avec 7 012 placements, le Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) avec 134 placements et le contrat de Travail aidé (CTA) avec 247 placements, a précisé la même responsable. Ces placements ont été effectués dans les différents secteurs d'activités de la wilaya d'Oran,

Toutefois les services, l'industrie et le BTPH restent les secteurs qui offrent le plus d'emploi. En restant sur cette cadence, l'agence pourra dépasser les réalisations de l'année dernière 2017 qui a vu le placement de 23 937 demandeurs d'emploi dans des entreprises publiques et privées, a-t-on souligné.

M.H./agences

## Chlef Réception «prochaine» de près de 700 logements publics locatifs

**PRES DE 700** logements publics locatifs (LPL) sont attendus à la réception «dans les prochains mois» à Chlef, a-t-on appris auprès du directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya. «Nos services s'apprêtent à livrer 690 unités LPL, achevées de réalisation et actuellement en attente de leur raccordement aux réseaux divers, avant leur distribution», a indiqué Lakhdar Bouchenine dans une intervention au Forum de la radio locale de Chlef. Il a, aussi, fait cas de près de 300 autres unités de même type en voie d'achèvement, qui s'ajoutent, a-t-il dit, à un programme global portant réalisation et distribution de 3 000 logements à la fin de l'année en cours, au titre de la poursuite de mise en œuvre du programme gouvernemental en matière de logement. Selon M. Bouchenine, l'OPGI a procédé à la distribution de quelque 1 382 logements en 2015, contre 2 306 unités de logements attribués en 2016, puis 2 335 en 2017. L'objectif, pour cette année 2018, étant un total de 3 000 logements à distribuer. Entre 1999 et 2017, la wilaya de Chlef a été bénéficiaire d'un programme de logement global estimé à 109 666 unités (toutes formules confondues), ayant porté son parc logements à 228 896 unités, représentant une moyenne d'occupation par logement de 5,41 habitants.

R.R.

Sahara occidental

# Le Front Polisario réaffirme à Moscou son «attachement à la légalité internationale»

■ Le coordonnateur sahraoui avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso), Mhamed Kheddad, a exprimé, mardi à Moscou, la disposition de la direction du Polisario à entamer des «négociations en vue de l'autodétermination du peuple sahraoui conformément à la légalité internationale».

Par Kailali Meriem

«**N**ous sommes prêts à entamer des négociations de paix, et à prendre part au référendum d'autodétermination qui mettra un terme à un conflit de plus de 40 années et à la lutte que mène notre peuple contre l'occupation marocaine», a indiqué Mhamed Kheddad lors d'une rencontre avec les responsables de l'agence de presse russe Regnum. «Nous (ndlr, les Sahraouis) sommes à Moscou, animés par un désir de paix. Nous tendons la main pour la paix. Mais, il faut être deux pour parvenir à cet objectif», a ajouté

## Libye L'ONU dénonce des «horreurs» dans les prisons

DES MILLIERS d'hommes, de femmes et des enfants sont détenus dans des conditions «horribles» en Libye par des groupes armés qui leur font subir des tortures et autres mauvais traitements, selon un rapport de l'ONU publié mardi. Des informations recueillies par le Bureau des droits de l'Homme de l'ONU et la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) ont révélé une «généralisation» en Libye de la «détention prolongée et arbitraire et des violations systématiques des droits de l'Homme en détention», selon le rapport. La Libye a sombré dans le chaos après la chute du dictateur Mouammar Kadhafi à l'issue d'une révolte populaire en 2011. Des groupes armés ont profité de cette situation pour combler le vide. A partir de 2014, ces derniers ont arrêté des membres de factions rivales, mais aussi des journalistes, hommes politiques et même du personnel médical, selon le rapport. «Ce rapport met à nu non seulement les abus indicibles et les violations que subissent des Libyens privés de leurs libertés, mais aussi l'horreur et l'arbitraire de telles détentions», a déclaré Zeid Ra'ad al-Husseini, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme. Selon des chiffres datant d'octobre 2017, quelques 6 500 personnes croupissaient alors dans des prisons officielles sous le contrôle de la police, dépendant du ministère de la Justice. **R. M.**

le responsable du Polisario en visite à Moscou, accompagné d'une délégation comprenant également la secrétaire générale de l'Union nationale des femmes sahraouies, Fatma Mehdi. Après un rappel de la genèse du conflit du Sahara occidental, déclenché après le départ de l'ancien colonisateur espagnol, M. Mhamed Kheddad a évoqué les derniers développements intervenus dans le dossier sahraoui, marqués notamment par «les succès enregistrés par la cause sahraouie à la faveur des positions exprimées par l'organisation des Nations unies et celle de l'Union africaine». Ces deux institutions internationales ont «clairement souligné le droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination», a rappelé Mhamed Kheddad. Autre point positif inscrit à l'actif de la cause sahraouie, selon le responsable sahraoui, a trait à la décision prononcée par la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) qui a jugé que l'accord de pêche entre l'Union européenne et le Maroc ne s'applique pas au Sahara occidental et aux eaux y adjacentes, ce qui «devrait en principe être le début de la fin d'une longue période de pillage des ressources sahraouies». Le Maroc, a-t-il poursuivi, n'«a aucun droit lui permettant d'occuper le Sahara occidental et d'exploiter ses ressources naturelles». Cette situation a «ses précédents dans les accords de Madrid de 1975, qui n'est pas valable au niveau international car les Nations unies ont toujours considéré le Sahara occidental comme un territoire en attente de décolonisation». Pour sa part, la secrétaire générale de l'Union nationale des femmes sahraouies, Fatma Mehdi, a animé une rencontre de sensibilisation sur la cause sahraouie, organisée par le parti communiste de la Fédération de Russie. La responsable sahraouie, qui est également membre du secrétariat national du Front Polisario, a

donné, à cette occasion, un aperçu sur «la vie des femmes sahraouies dans les territoires occupés et dans les camps des réfugiés, et sur la lutte du peuple sahraoui pour sa liberté et son autodétermination». L'assistance a en outre suivi avec attention la projection vidéo sur «l'historique du Sahara occidental, sa géographie et ses multiples richesses naturelles», présentée par le représentant du Polisario en Russie, Ali Salem Mohamed Fadhel.

## La Ceas-Sahara «consternée par la grave détérioration» de l'état de santé des prisonniers

La Coordination espagnole des associations amies avec le peuple sahraoui a réitéré son indignation devant le mépris dont sont victimes les prisonniers politiques sahraouis incarcérés au Maroc, notamment ceux de Gdeim Izik, en grève de la faim depuis plus d'un mois et dont l'état de santé ne cesse de se détériorer jour après jour. La Ceas-Sahara s'est dite, dans un communiqué publié sur son site internet, «consternée par la grave détérioration de l'état de santé des prisonniers politiques du groupe de Gdeim Izik, après plus de 30 jours de grève de la faim». La Coordination s'est également dite indignée par le silence et l'indifférence observée par la grande majorité des médias espagnols en appelant à nouveau la Minurso et l'Envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler d'«assurer le strict respect de la légalité internationale concernant le traitement des prisonniers sahraouis et le respect de leurs droits humains». La Coordination espagnole de solidarité avec le Sahara occidental a, dans ce cadre, publié un aperçu sur la situation sanitaire des prison-



niers politiques sahraouis, quoiqu'en raison de «l'incarcération prolongée des détenus et du manque de communication avec eux, il est difficile d'établir un rapport détaillé sur l'état de santé de certains d'entre eux», a-t-on précisé. «La souffrance des prisonniers sahraouis a nettement augmenté récemment et par conséquent leurs droits sont gravement touchés et particulièrement ceux liés à la santé. Il n'y a aucun suivi de leurs cas par les autorités sanitaires», a ajouté le document qui a souligné, par ailleurs, que cette «situation laisse présager un avenir incertain de l'état de santé des détenus». «Ce cri d'alerte est également souligné par les familles des prisonniers elles-mêmes qui lancent à travers les réseaux sociaux des appels à la conscience pour que la communauté internationale vienne en aide à ces prisonniers qui ne bénéficient d'aucune prise en charge médicale malgré leurs souffrances ajoutées aux maladies chroniques dont ils souffrent aux mauvais traitements, aux conditions inhumaines de détention et leur privation du minimum d'hygiène», souligne la Ceas-Sahara. La Coordination a publié, dans ce cadre, les maladies dont souffrent certains prisonniers politiques comme notamment le cas de «Hassan al-Dah qui souffre du rein et de la basse tension, d'Abdullah al-Bashir Butekniza qui a des problèmes de genou et de difficultés

respiratoires, d'Abdullah Lekfouni qui souffre de l'estomac et d'allergies, d'Al-Hasan Al-Zawi qui souffre de maladies rénales, de difficultés respiratoires et souffre de diverses maladies des voies urinaires». «Tous les autres prisonniers politiques sahraouis ont des problèmes de santé qui nécessitent des soins médicaux d'urgence et leur situation risque de se compliquer davantage si la communauté internationale n'intervient pas pour leur porter secours», a prévenu la Coordination. Dans l'optique de «faire entendre la voix de tous les prisonniers politiques sahraouis vivant actuellement des moments difficiles notamment avec la grève de la faim qui dure plus d'un mois», le mouvement de solidarité de Cantabria a décidé d'organiser mercredi, devant le siège du gouvernement de Santander, «un rassemblement pour protester contre les conditions injustes et inhumaines dont souffrent les prisonniers sahraouis de Gdeim Izik dans les prisons marocaines», a indiqué ce mouvement dans un communiqué. Cette action, a-t-on expliqué «fait partie des mobilisations que le mouvement espagnol solidaire avec le peuple sahraoui organise depuis le début de ce mois pour dénoncer le refus d'assistance sanitaire aux différents prisonniers politiques en grève de la faim».

K. M./APS

Tunisie

## Arrivée attendue de l'encre électorale le 25 avril

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Mohamed Tlili Mansri, a déclaré que l'encre électorale devait arriver en Tunisie le 25 avril prochain, signalant que le conseil de l'Instance décidera des modalités de son utilisation et déterminera si elle sera adoptée pour les sécuritaires et militaires ou bien pour les citoyens uniquement. Dans une déclaration aux médias relayée par Jawhara en marge d'une rencontre autour de la campagne de sensibilisation aux municipales de 2018,

Mansri a évoqué un plan de sensibilisation d'envergure visant à inciter les électeurs à participer au vote notamment les jeunes à travers différents médias : TV, radio, presse écrite, ainsi que via des SMS, ajoutant que quatre véhicules vont sillonner différentes régions du pays, pour inciter les électeurs à se diriger aux urnes, le but est d'atteindre un taux de participation élevé non moins de celui enregistré lors des élections de 2014. Il a encore ajouté que le tri des candidatures à la présidence des bureaux de vote est en

cours au niveau des instances régionales, et que les candidats doivent obéir aux critères d'indépendance, d'impartialité, doivent avoir la qualité d'électeur, et ne pas avoir de lien de parenté avec les candidats, signalant que les listes préliminaires seront rendues publiques pour donner la possibilité au recours. Tout candidat faisant l'objet de recours sérieux pour non-respect des conditions exigées sera écarté, a-t-il dit en substance.

Amel N./Agences

2<sup>ème</sup> EDITION

2018  
**ALMOTO**

معروض الدراجات والدراجات النارية  
Salon du 2 Roues d'Alger  
23 au 28 Avril 2018  
Esplanade de Riadh el Feth

أكبر موعد لقطاع الدراجات و الدراجات النارية  
LE GRAND RENDEZ-VOUS DU SECTEUR CYCLES ET MOTOCYCLES !

FB : ALMOTOEXPO  
WWW.ALMOTOEXPO.COM

Organisateur : **aldesmedia**

En partenariat avec L'OFFICE DE RIADH EL FETH

## Salon Almoto

## L'univers des deux roues à l'honneur

Page animée par Ali Zidane

Après avoir été lancé en mai 2017, le salon du 2 roues d'Alger, Almoto, revient cette année pour une deuxième édition. C'est le rendez-vous annuel incontournable de l'univers des 2 roues en Algérie. Almoto est l'unique salon spécialisé dédié à l'univers des deux roues.

En partenariat avec l'Office Riadh El Feth (Oref) et sous le patronage du ministère des Travaux publics et des Transports, ce salon regroupe les concessionnaires et les professionnels du secteur «cycle et motorcycle» présents sur notre territoire national, et bien entendu les fédérations, ligues et clubs qui gravitent autour de ce thème.

Plusieurs nouveautés seront

présentées durant cette nouvelle édition : une conférence sur la prévention routière, un guide annuel spécialisé dans le secteur du deux roues et plusieurs concours et animations. L'édition 2017 qui s'est déroulée du 16 au 20 mai dernier a connu un réel succès avec ses 24 exposants qui représentaient plus de 47 marques nationales et internationales réparties sur 1950 M<sup>2</sup> de surface d'expositions et d'animations. En fin de semaine, plus de 15 000 personnes avaient visité

les stands et admiré les différents concours. L'organisateur du salon Aldes Mdia, une société organisatrice et spécialisée dans la promotion du 2 roues, annonce donc les dates de l'édition 2018 qui se déroulera enfin du 23 au 28 avril 2018, sur l'esplanade de Riadh El Feth, avec la journée du 23 avril 2018 qui sera réservée aux médias et aux visiteurs professionnels à partir de 10h.

Futur Peugeot 4008

## Le SUV prévu en 2020



Futur Peugeot 4008 (2020). Les griffes du Lion n'en finissent plus de rayer le parquet, comme en témoigne l'importante montée en gamme opérée par le constructeur français. Après le lancement d'une ambitieuse Peugeot 508, bien décidée à en découdre avec certains premiums allemands, un grand SUV sportif devrait faire son arrivée. Il pourrait se nommer Peugeot 4008, et afficher un gabarit à mi-chemin entre les 4,45 m du 3008 et les 4,64 m du 5008. Tous les constructeurs généralistes vont s'y mettre, c'est une quasi-certitude. Dans les années à venir, la silhouette de SUV coupé ne sera plus l'apanage des BMW X4 et autre Mercedes GLC Coupé. Il s'agit d'un créneau stratégique pour endiguer la perte de vitesse des berlines classiques, et surfer

sur une tendance SUV loin de s'essouffler. Volkswagen vient d'ouvrir les hostilités en révélant le SUV Atlas Cross Sport Concept, réservé au marché américain. Mais une déclinaison de notre Tiguan européen pourrait voir le jour. En tous cas, au sein du groupe Volkswagen, l'entité Cupra, récemment émancipée de Seat, aura droit à son Crossover coupé, tandis que Skoda déclamera son Kodiaq de la même manière, dès 2019. Selon la rumeur, Renault semble également plancher sur un concept de SUV coupé, sensiblement proche du Koleos, mais réservé au marché chinois. Il pourrait malheureusement en être de même pour ce futur Peugeot 4008, à moins que la firme sochaliennaise change son fusil d'épaule, comme l'a fait Skoda. Ce dernier entend finalement commercialiser son futur Kodiaq Coupé en Europe, après l'avoir annoncé comme exclusivement destiné à la Chine. Basé sur la plate-forme EMP2, le Peugeot 4008 proposera une longueur proche des 4,57 m du DS7 Crossback, son cousin, mais devrait se contenter d'une cavalerie de 300 ch, obtenue par l'hybridation rechargeable que le groupe PSA intronisera dès 2019. Il n'est donc pas question d'investir les plates-bandes du BMW X4, fort de motorisations ultra-puissantes, mais davantage de faire référence à la silhouette de l'Allemand, pour le Peugeot 4008. Des surfaces vitrées réduites, ainsi qu'une importante chute de pavillon caractériseront sa ligne. Probablement lancé courant 2020.

In Auto-moto.com

## Alfa Roméo Giulia Coupé

## Un monstre de 641 ch sera embarqué



Avec plus de 600 ch, la future Alfa Roméo Giulia Coupé sera un monstre. La rumeur enfle depuis plus d'un an et semble enfin se confirmer, selon nos confrères britanniques d'Autocar. La firme italienne s'apprêterait à lancer un dérivé Coupé de l'Alfa Romeo Giulia, avec un moteur développant plus de 600 ch. Fin 2018, un coupé devrait l'épauler dans sa lourde tâche, fort d'une motorisation démentielle.

Sprint ou GTV sont les appellations évoquées, pour baptiser celle qui adopterait probablement une architecture à 3 portes, même si les bruits de couloir laissent entendre qu'il pourrait s'agir d'une berline basse à 4 portes. Quoi qu'il en soit, son profil s'abaissera sensiblement, tandis que des détails de carrosserie se distingueront de la berline que l'on connaît. Si, de cette dernière, l'Alfa Roméo Giulia

Coupé reconduira l'essentiel des motorisations, la nouveauté viendra d'une évolution 345 ch du 4-cylindres 2.0 l. Mais surtout, d'une extrapolation du V6 2.9 l porté à 641 ch ! C'est 131 ch de plus que l'actuelle Alfa Roméo Giulia Quadrifoglio, et seulement 29 ch de moins que le V8 embarqué à bord de la Ferrari 488 GTB. De quoi rabaisser le caquet de la concurrence allemande qui plafonne à 510 ch.

L'autre caractéristique notable résiderait dans l'adoption d'un système de récupération d'énergie issu de la technologie employée en Formule 1. Ce serait une manière d'honorer l'engagement d'Alfa Roméo dans cette discipline, au sein de l'écurie Sauber, bien que le système qui serait employé sur cette Giulia serait probablement une configuration revue et corrigée de l'HY-KERS développé par Ferrari pour son modèle LaFerrari.

## Mondial de l'automobile de Paris

## Le Mondial de la mobilité

Le Salon de l'auto a longtemps réuni l'auto, la moto, le cycle et parfois même l'autobus et le camion ! Son ADN est donc depuis toujours celui de la mobilité. En 2018, il renoue avec ses origines, en accueillant d'une part le Mondial de la moto dans le Pavillon 3 et en créant le Mondial de la mobilité dans le Pavillon 2.2.

L'innovation numérique offre de nouveaux services qui rencontrent un vrai succès auprès d'un public grandissant, souvent plus jeune, plus connecté et plus urbain, lui fournissant une alternative à la propriété classique. La mobilité de demain est déjà accessible aujourd'hui grâce à

ces innovations qui transforment nos usages, façonnent nos besoins et créent une nouvelle expérience de gestion de nos trajets individuels, élargissant nos choix. Des start-up lancent de nouvelles tendances. Certaines connaissent une croissance folle. De grandes sociétés aussi, acteurs traditionnels, élargissent leur vision, «disruptent» leur offre de valeur et développent de nouveaux services. Il s'agit des constructeurs, des loueurs, des banques, des assurances, des sociétés d'auto-urbanisme, des fournisseurs d'énergie et même des opérateurs de transport. Enfin, l'innovation est aussi dans la micro-mobilité

avec les vélos, notamment à assistance électrique, et de nouveaux engins qui apparaissent dans notre paysage urbain. Les visiteurs du Mondial se voient offrir un pavillon inédit animé où chacun découvrira des solutions de mobilité nouvelles et responsables. Les exposants de ce pavillon sont des offreurs de solutions de mobilité partagée et collaborative, de services à la mobilité (assurances, services bancaires, gestion de flotte, location, entretien, stations-service), sociétés autoroutières, par-kings), des organismes de promotion de la mobilité collective (initiatives locales, associations), des fournisseurs de nouvelles

énergies, des fabricants de cycles et d'engins de micro-mobilité. France Cartech est une association qui regroupe les start-up françaises de la mobilité. Cette association a décidé de profiter du Mondial de la Mobilité pour se fédérer au sein d'un espace commun mettant en avant les nouvelles offres digitales liées à la mobilité. Les visiteurs pourront vivre l'expérience des nouvelles mobilités avec de nombreuses animations ludiques et interactives, ateliers et conférences qui leur seront proposées tous les jours dans le pavillon 2. Le slogan du Mondial de la mobilité : «Vivez la mobilité !»





Azerbaïdjan

# Vers une réélection haut la main du président Aliiev

■ Les Azerbaïdjanais votaient hier pour une présidentielle anticipée sans suspense, qui devrait conforter le pouvoir de l'homme fort du pays depuis plus de quinze ans, Ilham Aliiev.

Par Rosa C.

Les bureaux de vote, qui ont ouvert à 04h00 GMT, devaient fermer à 15h00 GMT. En course pour un quatrième mandat, Ilham Aliiev a été élu pour la première fois en 2003 dans cette ex-république soviétique riche en hydrocarbures. Il succédait à son père Heydar, un ancien officier du KGB local qui dirigeait le pays depuis 1969 et a conservé le pouvoir jusqu'à sa mort. Sa réélection ne fait guère de doute: les principaux partis d'opposition ont refusé de participer au scrutin, estimant que les conditions pour la tenue d'une élection démocratique ne sont pas réunies et accusant les autorités de vouloir truquer le vote. Ils ont aussi dénoncé la décision surprise – et inexplicquée – d'Ilham Aliiev d'avancer l'élection présidentielle de six mois, une manœuvre vue comme un

moyen de raccourcir la campagne électorale et d'empêcher l'opposition de prendre des mesures contre les trucages. «Toutes les élections précédentes ont été marquées par des fraudes et des violations grossières de la loi électorale, celles-ci ne feront pas exception», a dénoncé un responsable du mouvement d'opposition Natif Jafari. Le parti au pouvoir, Yeni Azerbaïdjan, a rejeté ces critiques et assuré que le vote sera juste et équitable. Mais si sept candidats seront opposés à Ilham Aliiev, 56 ans, aucun n'est réellement connu des électeurs azerbaïdjanais et n'a mené de campagne électorale, certains appelant même à voter pour le président en exercice. Pour les dirigeants de l'opposition, ces «candidats pantins» ont été choisis par les autorités pour donner une illusion de concurrence à une élection jouée d'avance.



PH: D. R.

«L'apogée de cette tragicomédie a été atteinte quand certains candidats ont appelé à voter pour Aliiev», relève l'analyste indépendant Bahtiyar Hajiev, interrogé par l'AFP. Critiqué par l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme, Ilham Aliiev est loué par ses supporters pour avoir, grâce à la manne des hydrocarbures, transformé et modernisé l'Azerbaïdjan, devenu un impor-

tant fournisseur de gaz à l'Europe. La famille Aliiev en aurait profité pour mettre la main sur des pans entiers de l'économie du pays, des affirmations qu'Ilham Aliiev a toujours nié, comme celle l'accusant de dérives autoritaires. «L'Azerbaïjan est sur la voie ferme et irréversible du développement démocratique», a assuré le porte-parole du ministère des

Affaires étrangères Hikmet Hajiyev, assurant que la présidentielle se tenait dans «un environnement libre, ouvert et transparent». Ilham Aliiev a été réélu en 2008 et 2013, à chaque fois avec des scores écrasants dans des scrutins dénoncés comme frauduleux par l'opposition. En 2009, le chef de l'Etat a fait approuver par référendum un changement de constitution l'autorisant à effectuer un nombre illimité de mandats, une réforme dénoncée par les militants de défense des droits de l'homme et par ses opposants qui estiment que cela l'autorise à devenir de fait un président à vie. Un nouveau changement constitutionnel, en 2016, a étendu le mandat présidentiel de cinq à sept ans. Le Conseil de l'Europe avait lourdement critiqué ces réformes provoquant «un grave bouleversement de l'équilibre des pouvoirs» et donnant au président une autorité «sans précédent». Ilham Aliiev a aussi placé les membres de sa famille aux plus hautes marches du pouvoir. Sa femme Mehriban Aliiev a ainsi été nommée première vice-présidente de l'Azerbaïdjan en février 2017 tandis que son fils, Heydar, est souvent nommé comme son possible successeur.

R. C.



## Points chauds

Opportunité

Par Fouzia Mahmoudi

Si le maire de Bordeaux, Alain Juppé s'est fait discret ces derniers mois et à même évoqué à de nombreuses reprises sa détermination de quitter la scène politique, il reste, malgré sa défaite lors de l'élection primaire pour les élections présidentielles, une personnalité de poids à droite. Tant et si bien qu'à moins d'un an des élections européennes, il est activement courtisé pour participer à la campagne de ce scrutin. Juppé participait ainsi à un petit déjeuner avec les dirigeants d'Agir, parti de centre droit issu d'une scission avec Les Républicains. Les membres de ce

parti «constructif», qui siègent dans le même groupe que les centristes de l'UDI à l'Assemblée nationale, réfléchissent à l'éventualité de former une liste commune avec La République en marche (LRM) en vue des européennes. Dans leur esprit, ce rendez-vous matinal avec Alain Juppé devait être «un moment d'échange autour de la composition politique, pour faire un point sur les différentes réformes en cours, et sur les européennes», selon les termes de Franck Riester, député de Seine-et-Marne. «Un des objets de petit déjeuner, c'est de lui dire : «il faut que tu t'engages sur l'Europe», assume de son côté Frédéric Lefebvre, délégué national du parti. Ce dernier souligne néanmoins : «Alain Juppé n'y a aucun intérêt personnel. J'entends lui dire que c'est l'intérêt public qui doit guider sa décision.» L'ancien bras droit de Jacques Chirac a déjà fait savoir qu'il n'entend pas être candidat lors de cette échéance. Mais il a évoqué, en novembre 2017, la possibilité de constituer un «grand mouvement central» avec les macronistes. En mars, Juppé a pris ses distances avec le président de LR, Laurent Wauquiez, assurant qu'il ne se sent «pas à l'aise dans l'orientation prise par LR». «Je ne cautionnerai en aucune manière un discours anti-européen quelle qu'en soit la virulence», prévenait-il alors. Sa présence aux côtés des dirigeants d'Agir peut être vue comme un acte supplémentaire de son émancipation vis-à-vis de LR, dont il ne paye plus la cotisation mais qu'il n'a pas officiellement quitté. «Alain Juppé a le droit de petit déjeuner avec qui il veut, chacun est libre, majeur. Nous l'invitons à participer au débat qui se manifestera dans les prochaines semaines», a réagi le secrétaire général délégué de LR, Geoffroy Didier, alors que le parti doit organiser un conseil national sur ce thème, le 30 juin. «Alain Juppé, ce n'est pas mon sujet, évacue de son côté le député de l'Yonne, Guillaume Larrivé. J'ai 41 ans. Quand il avait 41 ans, lui, nous étions en 1986, et il ne se demandait pas ce que faisait Maurice Couve de Murville (dernier Premier ministre du général De Gaulle).» Reste qu'une présence de l'ancien Premier ministre dans la campagne pourrait être une force pour le mouvement Agir qui aurait ainsi l'opportunité de toucher plus d'électeurs et de s'émanciper de l'aile dure de la droite.

F. M.

États-Unis

## Trump laisse planer une menace sur le procureur spécial Mueller

La Maison-Blanche a assuré mardi que Donald Trump avait le pouvoir de limoger Robert Mueller, faisant planer une menace sur le devenir de ce procureur spécial dont l'enquête se rapproche chaque jour un peu plus du Bureau ovale. Le limogeage de M. Mueller, qui enquête sur une possible collusion entre l'équipe de campagne de M. Trump et la Russie, est considéré comme une ligne rouge par nombre d'élus des deux bords et provoquerait une déflagration politique. Mais le sujet ne semble désormais plus complètement tabou au 1600 Pennsylvania avenue. «Nous avons été informés du fait que le président avait tout à fait le pouvoir de prendre cette décision», a déclaré Sarah Sanders, porte-parole de la Maison-Blanche, semblant indiquer qu'une telle hypothèse était au moins à l'étude au sein de l'équipe Trump. Interrogé lundi sur cette éventualité, le magnat de l'immobilier avait volontairement laissé planer le doute. «Nous verrons ce qui va se passer», avait-il répondu. «Beaucoup de gens ont dit: "Vous devriez le limoger"», avait-il ajouté. Si M. Trump s'en est pris avec virulence à plusieurs

reprises à l'intégrité de l'équipe de M. Mueller, accusée d'avoir des motivations politiques, il s'est en revanche toujours gardé d'attaquer frontalement ce dernier, ancien patron du FBI et figure respectée à Washington. Nommé à la tête du FBI en 2001 par le président républicain George W. Bush, Robert Mueller avait été reconduit à ce poste par le président démocrate Barack Obama. Lors de sa nomination en mai 2017 comme procureur spécial, il a été salué par nombre de poids lourds républicains pour sa rigueur et son intégrité. Cette prise de position de la Maison-Blanche intervient au lendemain d'une perquisition spectaculaire de la police fédérale (FBI) dans les bureaux et au domicile de l'avocat personnel de M. Trump, Michael Cohen, qui a provoqué la colère présidentielle. «C'est une honte ! C'est une véritable honte ! C'est une attaque contre notre pays», avait lancé le président septuagénaire, dans une colère froide telle qu'on n'en avait jamais vu depuis son arrivée au pouvoir. «Le président a été clair: il pense que cela va trop loin», a martelé mardi sa porte-parole. Fidèle défenseur de Donald Trump,

Michael Cohen a passé plusieurs années en tant qu'avocat principal de la Trump Organization, et c'est lui qui a payé une actrice de films X connue sous le nom de «Stormy Daniels» pour taire une liaison présumée avec le président. L'avocat a admis en janvier avoir versé 130 000 dollars à l'actrice dans le cadre d'un accord de confidentialité, quelques jours avant le scrutin présidentiel. Il a assuré que cette somme venait de ses fonds propres et non de l'argent de la campagne. Interrogé par CNN, l'avocat a souligné que cette perquisition était un développement qui le plaçait dans une position inconfortable, se gardant de réaffirmer sa loyauté à Donald Trump. «Je mentirais si je disais que je n'étais pas inquiet. Ai-je besoin de cela dans ma vie ? Non», a-t-il lancé, tout en refusant de s'exprimer sur le fond du dossier. Au-delà du fond, les conditions dans lesquelles M. Mueller pourrait être limogé sont loin de faire l'unanimité: nombre de juristes estiment que seul l'Attorney général adjoint Rod Rosenstein, qui l'a nommé, a le pouvoir de le limoger.



Le Festival culturel européen est de retour

# Des artistes de renommée internationale au rendez-vous

■ La nouvelle édition du Festival culturel européen en Algérie s'annonce festive. Des artistes de différents pays européens prendront part à cet événement prévu du 27 avril au 13 mai. La Bulgarie se taille la part du lion lors de cette édition, avec des activités culturelles qui varient entre la musique, les ateliers de formation et autres. Cinq villes sont concernées par cet événement dont Alger, Annaba, Constantine, Oran et Tlemcen.



Par Abia Selles

Le Festival culturel européen est de retour en Algérie et ce, du 27 avril au 13 mai. Cinq villes sont concernées par cet événement dont Alger, Annaba, Constantine, Oran et Tlemcen. Il s'agit encore une fois d'une passerelle culturelle entre les deux

rives de la Méditerranée. Des artistes de renommée internationale prendront part à cet événement qui s'annonce festif, selon le programme dévoilé par les organisateurs. La Bulgarie a pris la part du lion lors de cette édition avec des activités variées. Deux expositions seront présentées par ce pays dont Fragrance de Bulgarie et les villes bulgares.



La première exposition met en valeur la beauté bleu-violette des champs de lavande. Ruslan Asanov s'est lancé dans toute la Bulgarie dans une recherche de plusieurs années de ces images enfouies. A travers les paysages architecturaux photographiques, l'exposition «Les villes bulgares – une antiquité qui vit» recrée la coexistence de différentes

époues dans les villes bulgares dans un état de continuité culturelle. Le projet démontre la symbiose culturelle qui enrichit la vie urbaine bulgare et donne une atmosphère attrayante et hospitalière. Il y a aussi le fameux magicien M. Borisov qui a préparé avec M<sup>me</sup> Nikolova un spectacle spécial pour le public algérien et qu'ils ont nommé «La

Bulgarie – une magie envoûtante».

D'autres participants ont aussi préparé des spectacles spécialement pour le Festival européen en Algérie, à l'image de la danseuse Tatiana Garrido qui présentera son spectacle «Flamenco pur». En plus de s'intéresser à la danse contemporaine, cette artiste qui a appris la danse de sa maman, la grande danseuse María Guardia Gómez «Mariquilla», se forme auprès du danseur Andrés Williams, membre du Ballet national de Cuba. D'Espagne, le public pourra assister à un spectacle de haute facture animé par l'Ensemble Prima Pratica. Ce dernier est un groupe polyphonique, ou plutôt un ensemble de voix qui exécute des chansons a capella, sans accompagnant instrumental. L'ensemble est spécialisé dans le répertoire de la Renaissance, et exécute de la musique religieuse et profane.

Le Royaume-Uni sera présent lors de cet événement avec la troupe de danse contemporaine «Company Chameleon». Ce spectacle est proposé par le «British Council Algeria», institution gouvernementale du Royaume-Uni dédiée à l'enseignement de l'anglais ainsi qu'à l'éducation, aux arts et à la culture britannique, présente dans une centaine de pays dont l'Algérie depuis 1962.

F. H.

A. S.

Prévu pour dimanche prochain

## La générale de «Rihla Masrahia» sera présentée à Oran

La générale de la pièce «Rihla Masrahia» sera présentée dimanche prochain au théâtre régional d'Oran (TRO) «Abdelkader-Alloula», a-t-on appris mardi de son metteur en scène, Samir Zemmouri. Le réalisateur a souligné que la production de cette nouvelle œuvre dans le cadre du programme d'actions de l'association «Fen Nachit» couronne un stage au profit d'un groupe de jeunes dramaturges ayant suivi une formation sur les

bases de l'art théâtral de six mois, qui a pris fin en mars dernier.

«Nous avons envisagé de clôturer cette session de formation sur les bases du quatrième art dont ont bénéficié quelque 60 stagiaires des deux sexes avec cette œuvre reflétant le travail d'artistes stagiaires disposant d'énergie et de capacités artistiques importantes», a souligné M. Zemmouri qui dirige cette session de formation avec des

experts en scénographie et son.

Les rôles, dans cette pièce de 70 minutes, sont interprétés par 30 stagiaires et tournent autour de quatre thèmes. Cette œuvre théâtrale comporte des séquences sur l'action fidaï lors de la guerre de Libération nationale pour mettre en exergue les sacrifices et le combat du peuple pour le recouvrement de la souveraineté nationale.

Okadiate de la poésie maghrébine à Jijel

## Des déclamations de «haute volée» à l'ouverture de la manifestation

Des déclamations de «haute volée» ont ravi le public mardi à la salle Soumam de Jijel, à l'ouverture de la manifestation culturelle Okadiate de la poésie maghrébine.

Placé sous le thème «la poésie et la conscience nationale», ce rendez-vous culturel a vu défiler à la tribune les poètes Mouiz Okachi (Tunisie), Youcef Atef (Lybie), Salah Souied, Zoubir Derdoukh, Mohamed

Djeboua et Nouredine Derouiche (Algérie) qui se sont relayés pour offrir un voyage à travers la beauté et la subtilité du poème arabe «relatant» la patrie et la nation arabe

Un hommage au poète palestinien Mahmoud Derwiche (1941-2008) a été rendu à travers un montage de son poème «Limadha tarakta al hissana wahidan» (Pourquoi as-tu laissé le cheval à sa solitude) mis en

scène par le réalisateur Nacer Khellaf. La trame de cette œuvre retrace la tragédie palestinienne et l'attachement d'un père et son fils à leur terre spoliée et l'espoir d'un imminent retour chez eux après plusieurs années d'exil forcé. Elle répond à la question qui tourmente l'enfant à travers la strophe de Derwiche, «EL Bouyout tamout lida ghaba souhouha», (En l'absence des leurs, les maisons meurent)

devant un public admiratif et ému. Plus de quarante poètes venus de plusieurs wilayas du pays, de la Tunisie et de la Libye prendront part à ces Okadiate de la poésie maghrébine, manifestation de deux jours, ouverte en présence des autorités locales.

A l'initiative de la direction locale de la culture et en coordination avec la ligue locale des écrivains, cette manifestation culturelle maghrébine connaîtra

l'animation d'une communication sur «le rôle de la poésie dans la conscience arabe» par D' Larbi Dehou et la projection d'un documentaire sur les activités de la ligue des écrivains de Jijel.

L. B.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

Maison de la culture Mouloud- Mamerri de Tizi-Ouzou

Jusqu'au 11 avril :

Exposition «Tizi-Ouzou, regard pluriel», organisée à l'initiative de Mohammed Attaf, Mustapha Rafai, Omar Cheikh, Belkacem Haouchine et Youcef Merahi.

Institut français d'Oran

Jeudi 12 avril à 20h30 : Spectacle L'Odyssee de Fulay, un conte musical de Cheikh Sidi Bémol.

Institut français de Tlemcen

Samedi 14 avril à 20h30 : Spectacle L'Odyssee de Fulay, un conte musical de Cheikh Sidi Bémol.

Salon des métiers de la culture à Oran

## Participation d'une trentaine d'artistes

Une trentaine d'artistes toutes catégories confondues, ainsi qu'une quinzaine d'institutions prennent part au Salon des métiers de la culture, ouvert mardi à Oran, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Organisé par l'association culturelle «Jeune Talent Jeune Espoir» (JTJE) en partenariat avec la direction de la culture au niveau du siège de la «Pépinière d'entreprises» à hai Oussama (ex-Boulanger), ce salon de deux jours réunit des artistes de

divers horizons, ainsi que des institutions étatiques (école des beaux arts, TRO, direction de la culture), en plus d'associations artistiques, a indiqué Naceur Mohamed Amine, président de l'association JTJE.

En plus d'une grande exposition, organisée par les artistes participants, un programme de conférences sera animé sur divers thèmes abordant, entre autres, la gestion de la carrière artistique, les échanges interculturels, la médiation culturelle et le marketing

culturel, a-t-il fait savoir.

L'organisation de cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet «La culture est mon métier», porté par l'association JTJE dans le cadre du Programme d'appui jeunesse-emploi (Paje), souligne M. Naceur, ajoutant que le projet vise à faire valoir le savoir-faire associatif dans la scène professionnelle en formant des jeunes demandeurs d'emploi au métier de médiateur culturel.

L. B.



## Coupe d'Algérie de lutte en individuel cadets juniors La compétition les 13 et 14 avril à Oran

**LES ÉPREUVES** de la coupe d'Algérie de lutte en individuel cadets-juniors styles libre et gréco-romaine auront lieu les 13 et 14 avril à la salle omnisports de Sidi El Bachir d'Oran, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Cette compétition de deux jours, organisée par la ligue oranaise en collaboration avec la Fédération algérienne de luttes associées et la direction

de la jeunesse et des sports, verra la participation de plus de 250 lutteurs représentant 13 ligues de wilaya du pays. La première journée sera consacrée aux éliminatoires et les finales en lutte gréco-romaine dans les dix catégories de poids en cadets et juniors, alors que les combats de lutte libre se dérouleront la seconde journée pour les deux catégories d'âge.

## Vo-vietnam / Mondial-2018 (préparation) La présélection nationale à Ain El Hammam

**SOIXANTE** sept athlètes dont une trentaine de filles sont attendus, vendredi et samedi, à la salle Omnisport de Ain El Hammam (Tizi Ouzou) pour une présélection de l'équipe nationale algérienne de vo-vietnam appelée à prendre part, en août prochain au Championnat du monde à Hanoi au Vietnam, a appris l'APS, mardi auprès du président de la fédération algérienne de la discipline (FAVV), Rabie Ait Medjber. «Le stage de présélection concerne les trois premiers de chaque catégorie lors du dernier championnat d'Algérie de vo vietnam, disputé en mars 2018 à Tipasa. Ils seront 67 combattants (combat et technique) d'où les chargés du regroupement auront à en choisir un nombre bien déterminé selon les catégories de poids arrêtées pour le Championnat du Monde», a indiqué, Ait Medjber, ajoutant que la sélection des athlètes sera à la charge du directeur technique national (DTN), Abdelkhalik Boujelja, assisté des sélectionneurs nationaux Mohamed Chérif Ramdane et probablement Meziane Kaced. Selon le président de la Fédération algérienne de vo-vietnam, le nombre des athlètes appelés à représenter l'Algérie au Vietnam sera arrêté en fonction des qualités physiques et des dispositions techniques de chaque athlète. Lors du

Mondial 2016, l'Algérie avait remporté 3 médailles d'argent. L'Algérie compte 8 000 licenciés représentant 140 clubs issus de 19 ligues de wilaya, dont six pôles de développement : Tizi Ouzou, Alger, El-Oued, Bouira, Boumerdès et Batna. Créé en 1957 par le maître Doc Moc Nugyuan, le vo-vietnam a été introduit en Algérie en 1973. Pour le mondial vietnamien, le second du genre, la Fédération mondiale de Vocotruyen (WFW) a arrêté les modalités de participation ainsi que les catégories de poids, avec les styles, tout en fixant le 30 juin prochain, comme délai de rigueur pour l'envoi de la liste des athlètes participants. «Chaque groupe de participant ou école de chaque délégation internationale peut inscrire un candidat dans chaque catégorie de poids (hommes ou femmes). Les catégories fixées, sont dix chez les messieurs et huit chez les féminines. Pour la technique, une équipe est constituée de trois athlètes», a expliqué le site officiel de la WFW. La cérémonie d'ouverture du Mondial, prévue pour le 23 août 2018, aura lieu au Palais des sports de My Dinh Hanoi (lieu des compétitions), et elle sera suivie des épreuves éliminatoires qui se poursuivront jusqu'au lendemain 24). Les finales et cérémonie de clôture auront lieu le 25 août.

## Handball / Jeux méditerranéens 2018 (préparation) Le Sept national se prépare

**LA SÉLECTION** algérienne de handball, seniors messieurs, entame sa préparation aux Jeux méditerranéens 2018, prévus du 22 juin au 1<sup>er</sup> juillet à Tarragone (Espagne), avec un stage qui se déroulera du 11 au 14 avril à Zéralda (Alger), a annoncé la Fédération algérienne de handball (FAHB) mardi. Pour ce stage, le premier depuis la CAN-2018 disputée fin janvier au Gabon, le staff technique composé du duo Sofiane Hiouani - Zineddine Mohamed-Seghir, a convoqué 26 joueurs évoluant

dans le championnat national. La FAHB a également dévoilé une liste élargie de 30 joueurs incluant ceux évoluant à l'étranger. Les entraînements du Sept national se dérouleront à la salle de Bousmail (Tipasa). Lors de la dernière CAN au Gabon, l'Algérie avait terminé à la 6<sup>e</sup> place du tournoi, son plus mauvais classement dans l'histoire de la compétition, après sa défaite en match de classement pour la 5<sup>e</sup> place face au Gabon (23-24).

## CAN-2018 dames (Qualifications - 1<sup>er</sup> tour retour) L'EN se qualifie au second tour

**LA SÉLECTION** algérienne féminine de football s'est qualifiée pour le second tour des éliminatoires de la CAN 2018 (dames), après sa victoire sur son homologue du Sénégal 2-0, mi-temps (1-0), en match retour du 1<sup>er</sup> tour (dames) de la compétition, disputé mardi au stade du 20-Août (Alger). Les buts de la sélection algérienne ont été inscrits par Fatima Sekouane (23<sup>e</sup> s.pen) et Benaichouche Rahma (90+3). Lors du match aller disputé à Pikine (Sénégal), la formation algérienne s'était

incliné par (2-1). Les protégées de Chih affrontent au second tour, prévu en juin prochain, la sélection éthiopienne qualifiée aux dépens de la Libye (8-0 à l'aller) et (7-1) au retour. La phase finale de la CAN-2018 dames aura lieu du 17 novembre au 1<sup>er</sup> décembre prochain au Ghana. Les trois premières équipes se qualifieront pour la Coupe du monde féminine en France en 2019. Le Nigeria est tenant du titre.

## Demi-finale de la Coupe d'Algérie de football/ JSK-MCA demain à 16h

# Doyen et Canaris courtisent Dame Coupe

■ La JS Kabylie et le Mouloudia d'Alger seront face à face pour le compte des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football qui se jouent ce vendredi 13 avril au stade Hamlaoui de Constantine, choisi pour abriter ce choc.

Par Mahfoud M.

**L**es deux formations qui s'étaient rencontrées pour le compte de la dernière journée du championnat auront l'occasion donc de se donner la réplique dans une autre rencontre qui s'annonce passionnante. Les Canaris qui l'avaient emporté au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre sur le score de (3/1), souhaitent confirmer lors de cette deuxième confrontation en moins de dix jours avec le même adversaire. L'enjeu n'est autre que la qualification au dernier carré et pour-quoi pas aller en finale et décrocher la trophée pour sauver la saison, après une année difficile où l'équipe se trouvait tout proche de la relégation. Le coach, Youcef Bouzidi, a sa petite idée sur son adversaire du jour et devrait élaborer un plan de jeu qui lui permettrait de remporter la deuxième bataille et arracher la qualification au carré d'as. Les Kabyles compteront sur leur baroudeur Benaldjia qui avait déjà marqué lors du dernier match ayant opposé les deux formations. Toutefois, leur mis-



Les fans souhaitent tous suivre le match

sion ne sera pas de tout repos face au Mouloudia d'Alger qui nourrit la même ambition, à savoir, tenter de se qualifier en demi-finale et remporter aussi ce titre, sachant que le Doyen est à la recherche d'un neuvième trophée qui lui permettra d'être la formation la plus titrée en Coupe d'Algérie. Le Doyen qui revient en force avec son dernier succès sur le score sans appel de (5/1)

face au Paradou AC souhaite donc continuer sur la même lancée et tenter de se qualifier aux dépens de la JSK, sachant que tout reste possible dans ce genre de confrontation qui reste incertaine. Enfin, le match pourrait être reporté à une date ultérieure en raison du drame qui a touché le pays avec le crash de l'avion militaire à Boufarik.

M. M.

## Championnat national amateur groupe Est Des supporters de l'USMAn écopent de peines de prison

**D**es peines de prison et amendes ont été infligées par la justice à 57 supporters de l'USM Annaba poursuivis pour troubles et émeutes à l'issue du match qui avait opposé vendredi passé à Tébessa l'USM Annaba à l'USM Tébessa (1-1) pour le compte de la 26<sup>e</sup> journée du championnat de football de division nationale amateur (D3), groupe Est, a appris l'APS de source informée. Sept suppor-

ters ont été condamnés à 3 ans de prison ferme, 6 autres à une année de prison ferme alors que les 44 autres ont écopé d'une année de prison avec sursis assortis d'amendes de 10 000 DA, a précisé la même source. Les accusés interpellés par les services de la sûreté avaient été auditionnés lundi, a-t-on encore noté, soulignant que les mis en cause sont poursuivis pour des actes de vandalisme ayant

ciblé les structures relevant du stade 4 mars 1956 de la ville de Tébessa dont la salle de basketball, la piscine, la destruction des vitres des constructions sportives à cette infrastructure sportive et émeutes dans les deux communes de Tébessa et Morsott qui s'étaient soldés par la blessure de 40 personnes et environ 45 policiers.

## USM Alger

## Le manager général Rachid Malek démissionne

**L**e manager général de l'USM Alger, Rachid Malek, a démissionné de son poste pour des raisons personnelles, a

annoncé mardi le club algérois de Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. Selon la même source, le technicien algérien a présenté sa démission ce mardi 10 avril 2018, et quitte l'USM Alger à l'amiable. Rachid Malek avait rejoint l'USM Alger en juillet 2017. Il avait pour mission de gérer les affaires techniques et administratives de l'équipe en étroite collaboration avec l'ancien entraîneur Paul Put. Il était également membre du directoire installé le 28 février dernier et présidé par Abdelhakim Serrar, chargé de gérer les affaires administratives et techniques de

l'USMA. L'USM Alger occupe la sixième place en championnat avec 38 points et un match en moins contre l'O. Médéa jeudi au stade Omar-Hamadi (Bologhine). Le club est également en course pour une qualification à la phase de poules de la Coupe de la Confédération. Les hommes de Miloud Hamdi accueilleront les Nigériens de Plateau United mardi 17 avril pour le compte des seizièmes de finale bis retour. Au match aller disputé à Lagos, le représentant algérien s'est incliné sur le score de 2 à 1.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Migration

### 90 000 migrants clandestins arrivent en Algérie chaque année

**ARRIVENT** en Algérie chaque année, un flux considéré comme une «véritable préoccupation» par les autorités aussi bien sécuritaires que politiques, a indiqué Hacene Kacimi, directeur chargé de la migration au ministère de l'Intérieur, dans un entretien au quotidien national *El Watan* d'hier. «Les statistiques que nous avons font état de 500 migrants clandestins qui arrivent quotidiennement sur le territoire national, ce qui donne un nombre de 3 500 par semaine, 15 000 par mois et une moyenne de 90 000 par an», a précisé M. Kacimi, ajoutant que durant les 5 dernières années, le nombre de cette population a connu une «hausse considérable et inquiétante pour dépasser les 400 000 personnes», constituant «une véritable préoccupation pour les autorités aussi bien sécuritaires que politiques».

Il a estimé que l'Algérie n'est plus dans une situation de «flux migratoire» mais de déplacement «massif» de population. «Quel est le pays qui accepterait un tel flux de clandestins sur son territoire?», s'est-il interrogé, ajoutant que «ce qui se passe à nos frontières est très inquiétant».

«Les statistiques de Frontex (agence de coopération européenne des gardes-frontières et garde-côtes) font état de 2% seulement des migrants qui arrivent sur les côtes italiennes en provenance de l'Algérie, alors que les 90% restants prennent le départ de Libye et de Tunisie», a-t-il relevé. «Si les Nations unies estiment que les Européens ont le droit de proté-

ger leurs frontières de l'arrivée massive des embarcations de migrants, pourquoi ce n'est pas le cas pour l'Algérie?», a-t-il souligné. M. Kacimi a, dans ce sens, noté que «sur les 13 600 subsahariens ayant fait l'objet de reconduction aux frontières, une grande partie sont des personnes qui ont des problèmes avec les lois de notre pays».

Expliquant le flux massif de migrants vers l'Algérie, il a estimé qu'il s'agit d'opérations «délibérées et bien organisées», relevant que «depuis quelques années, l'Algérie subit de pressions énormes pour la pousser à ouvrir les frontières aux millions de migrants clandestins et faire de notre pays un réceptacle de la migration massive».

«Nous savons tous que l'Algérie est dans le viseur de certaines puissances.

La ceinture de feu qui l'entoure n'est pas innocente, tout comme les installations successives de bases militaires étrangères au Mali, au Niger, en Libye et dans tous les pays de l'Afrique occidentale, orientale et centrale», a-t-il expliqué.

Pour ce responsable, «cette militarisation de la région constitue des dérapages stratégiques qui encouragent l'installation et extension du terrorisme et du djihad international dans ce continent aux grandes richesses minières laissant supposer la duplication imminente de scénarios syrien et irakien vers l'Afrique au nom fallacieux de la lutte contre le terrorisme».

Raouf G./APS

## Jijel

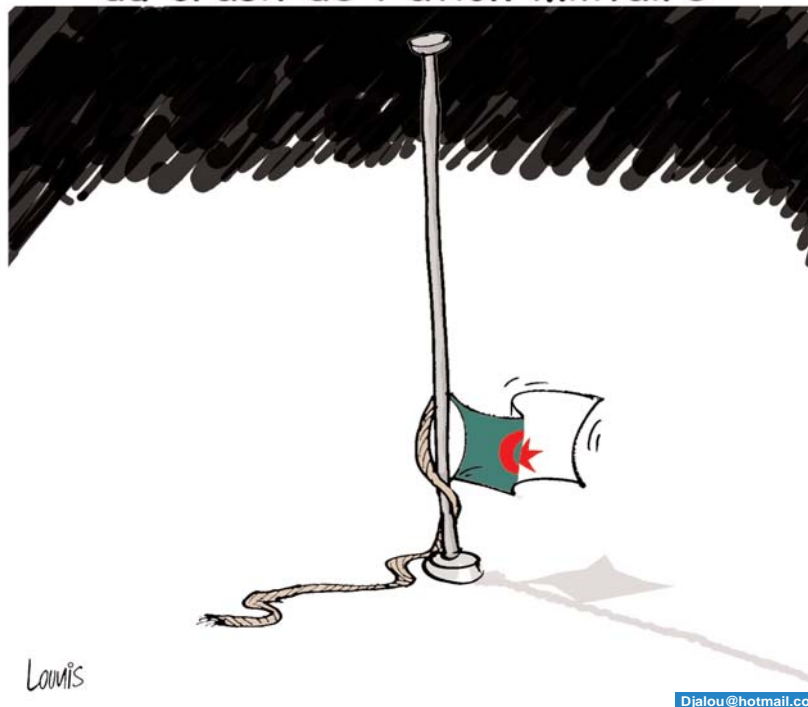
### Ouverture à la circulation routière du viaduc Ghar el Baz

**LE VIADUC** de Ghar el Baz, sur la route nationale (RN43) reliant la commune de Jijel à Ziam Mansouriah a été ouvert hier à la circulation routière, en présence des autorités locales et de citoyens. Au cours d'une cérémonie organisée à l'occasion, le chef de l'exécutif, Bachir Far, a indiqué que le viaduc de Ghar el Baz, construit en parallèle des grottes préhistoriques éponymes, contribuera à «fluidifier le trafic routier sur cette route nationale» qui enregistre une circulation dense, notamment durant la saison estivale. Il a, dans ce contexte, ajouté que ce nouvel acquis permettra aux estivants, notamment ceux en provenance de Béjaïa, de rallier Jijel en une heure de temps au lieu des trois heures habituelles, rappelant que ce projet a néces-

sité la mobilisation d'un investissement public de l'ordre de 12 millions de dinars. Lancé en travaux en 2012 et confié à l'entreprise nationale SAPTA (Société algérienne des ponts et travaux d'art), le chantier de cet ouvrage d'art, d'une longueur de 305m et d'une largeur de 10,5 mètres, a connu plusieurs arrêts en 2013 et 2015 «pour des problèmes géotechniques liés à la nature du sol», a expliqué le directeur local des travaux publics, Ali Chikh, lors de la présentation de ce projet. Pour rappel, le réseau routier de la wilaya de Jijel a bénéficié de «nombreuses opérations de réhabilitation» dont la mise à niveau de 130km de routes nationales (RN), 150 km de chemins de wilaya (CW), selon les services de la wilaya.

L. M.

## Deuil national pour les victimes du crash de l'avion militaire



Djalou@hotmail.com

## APW Béjaïa

### Une seule session ordinaire depuis quatre années

■ L'APW de Béjaïa a tenu hier sa première session ordinaire depuis son élection il y a quatre mois. A vrai dire, c'est la première session ordinaire depuis quatre longues années.

Par Hocine Cherfa

**L**es élus ont examiné trois points essentiels, à savoir le glissement de terrain provoqués par les intempéries, le bilan de la wilaya et la répartition de l'enveloppe financière de 930 milliards de centimes accordée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée il y a un peu plus d'un mois dans la wilaya de Béjaïa. Une visite au cours de laquelle il avait été interpellé par le président de la l'APW sur l'urgence de mettre à niveau la wilaya sur le plan du développement et aussi suite aux sollicitations faites par le désormais ex-wali sur le soutien de certains secteurs par l'amélioration, notamment, du cadre de vie des citoyens en matière d'aménagement, d'assainissement, de raccordement en eau potable, revêtement des routes, raccordement au gaz de ville. Une commission mixte sera bientôt installée et examinera la situation des communes afin de procéder à la répartition de cette somme sur les secteurs et les municipalités selon «les priorités et les besoins exprimés». Les élus ont fait des propositions et relevé les carences vécues par certaines communes, non sans formuler des critiques. Un rapport a été également présenté sur les glissements de terrain provoqués par les intempéries depuis quelques années, surtout ceux du mois précédent dans plusieurs communes et villages de

la wilaya, notamment à Feraoune, Tizi N'berber, etc. L'autre point examiné est lié au bilan de la wilaya qui n'a pas été présenté depuis quatre années. Chose qui n'a pas échappé aux critiques des élus qui considère cela comme un «dépassement». Le bilan a été débattu par les élus dans l'après-midi, avec critiques et réserves, et peu d'élus ont émis une mention bien même si l'on a reconnu une avancée pour certains secteurs. Il ressort du bilan présenté que 13 014 unités de logement sont en cours de réalisation avec un taux d'avancement appréciable, et 1 000 autres sont inscrites en faveur des chefs-lieux de daïra à vocation urbaine durant l'année en cours, en attendant un autre programme pour les mois prochains. En ce qui concerne les travaux publics, 10 km de pénétrante ont été réalisés durant cette année, et 42 l'an passé, en sus des 59 km de che-

mins communaux. Le secteur des ressources en eau a fait, selon son responsable, un bond considérable avec le lancement de 683 opérations en 2017, 12 réservoirs, 5 stations de pompage (Barbacha, Tichy, Souk Oufella, Chemini). Dans le secteur de l'agriculture, notamment les forêts, il a été procédé à l'ouverture de 178 km de pistes, selon le bilan présenté, dont la réception du centre d'imagerie médicale du CHU Khéllil-Amrane, 3 salles de soins, l'acquisition de 7 ambulances, l'ouverture de la polyclinique de Feraoune.

H. C.

## Gasol utilisé en agriculture

### Révision à la hausse du soutien des prix

**LE SOUTIEN** des prix du gasoil utilisé en agriculture a été revu à la hausse par un décret exécutif publié au *Journal officiel* n° 16. Ce soutien est accordé aux agriculteurs pratiquant les cultures, menées en irrigué, des céréales, des fourrages, de la pomme de terre et du palmier dattier. Modifiant et complétant le décret exécutif de décembre 1997 relatif au soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture, le nouveau texte précise que le niveau de

soutien par hectare du prix du gasoil passe à 335 DA pour les zones du littoral et du sublittoral, à 395 DA pour les Hauts-Plateaux et à 455 DA pour les régions du Sud. Par ailleurs, le nouveau décret exécutif indique que ce soutien s'ajoute à celui des actions éligibles au Compte d'affectation spéciale intitulé «Fonds national de développement agricole» institué par les dispositions de la loi de finances pour 2013.

Slim O.